

**Pays:** Suisse

**Commission:** Conseil de l'Arctique et de la Méditerranée

**Problématique:** Des espaces maritimes partagés: "Comment concilier l'accès et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches?"

La Suisse n'est pas un pays de l'Union Européenne, en 1992 après un référendum, son adhésion a été refusée et en 2016 elle a retirée définitivement sa candidature et jusqu'à aujourd'hui reste un pays de l'Europe Occidentale avec des pays à ses côtés eux oui européens: l'Autriche, le Liechtenstein(seulement adhérent à l'association européenne) , l'Allemagne, la France et l'Italie. L'actuel chancelier de la Confédération est le démocrate-chrétien Walter Thurnherr, en fonction depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le système politique de la Suisse est celui d'un État fédéral comportant trois niveaux politiques : la Confédération, les cantons et les communes. Les 26 États fédérés (cantons) cèdent une partie de leur souveraineté à l'État fédéral. État démocratique, il se caractérise par une démocratie semi-directe, combinant démocratie directe et représentative, et par sa neutralité en matière de politique extérieure. La politique interne respecte la séparation des pouvoirs. Elle répond à la nécessité de recherche de consensus liée aux diversités régionales et linguistiques, par une représentation équilibrée au sein des institutions. Le PIB par habitant est de 2,8% et bénéficie d'une croissance solide.

L'accès et la sécurité à l'Arctique et à la Méditerranée posent un problème à l'UE et à ses pays les plus proches, dans lesquels se trouve la Suisse:

Plus de 90% de toutes les marchandises suisses sont transportées par la mer Méditerranée et 1,6 million de marins travaillent sur plus de 90.000 navires dans le monde; c'est-à-dire que le transport maritime offre beaucoup de travail. Ce pays joue un rôle important dans ce domaine: en tant que plaque tournante des flux de marchandises mondiaux et en tant que site important pour les compagnies maritimes actives au niveau international. La Suisse a en effet une longue tradition de navigation, non seulement sur ses lacs et rivières, mais également en haute mer: fait plutôt inhabituel pour un pays sans littoral. En même temps, il existe un canal trans helvétique, c'est une voie d'eau théorique en Suisse permettant un accès direct entre la mer Méditerranée et la mer du Nord .

L'Office suisse de la navigation maritime (OSNM) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) administre les activités de cette flotte de commerce maritime, dont le port d'attache est Bâle. Il veille à ce que les traités légaux soient appliqués, gère l'administration de la flotte et représente la Suisse auprès des organisations internationales. Les représentations diplomatiques et consulaires sont chargées de surveiller et soutenir les bateaux suisses et leurs équipages à travers le monde. C'est-à-dire que la Suisse prend en compte ce type de commerce, le sécurise et l'organise avec des administrations spécialisées. Ce pays est le numéro 4 en Europe et 9 du monde au niveau d'influence maritime, il existe beaucoup de navires commandés depuis la Suisse dans les mers et spécialement en mer Méditerranée.

Avec la fonte des glaces, les régions arctiques suscitent de nouvelles convoitises. Une course vers le Grand Nord avec des menaces. L'Arctique n'est pas seulement une région polaire constituée de montagnes de glace: quatre millions de personnes vivent au-delà du cercle arctique. C'est aussi un écosystème incroyablement riche avec un haut degré de biodiversité. Il existe des ressources abondantes telles que le cuivre, le nickel, le zinc et les diamants. On estime aussi que la région arctique contient 22% des réserves mondiales de pétrole et 30% des réserves de gaz. La Suisse et l'Arctique sont plus proches qu'on l'imagine. L'économie très mondialisée de la Suisse est tributaire des routes commerciales mondiales en incluant l'Arctique bien sûr . Certains groupes d'intérêt pourraient également y voir des opportunités, et la Suisse est un centre de négoce de matières premières et de sociétés extractives.

Ce pays est très préoccupé par les enjeux environnementaux, de plus, il a ratifié un accord dans l'Agenda pour 2030 de l'ONU qu'il est très important de surveiller ce territoire de prêt. L'Arctique n'est pas protégé par un traité international ce qui pourrait donner lieu à des conflits dans ce cadre. La mer Méditerranée est sous différentes règles constamment mais il y a encore beaucoup de controverses.

La Suisse a un problème avec la régulation du trafic maritime et c'est pour cela qu'elle annonce une proposition pour mettre en place une stratégie maritime globale, proposer une vue d'ensemble des intérêts dans le domaine, améliorer les cohérences politiques et assurer une coordination des services concernés. En parlant en parallèle, l'UE insiste aussi sur l'importance de la sûreté maritime et d'ailleurs il existe la EMSA qui est l'agence européenne pour la sécurité maritime.